

Avril 2010

F



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединённых
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

TRENTE ET UNIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Panama (Panama), 26 – 30 avril 2010

Discours du Directeur général

Monsieur le Président,

Monsieur le Président du Conseil,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un grand plaisir de me retrouver aujourd'hui parmi vous dans cette belle ville de Panamá pour la trente et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Au nom de l'Organisation et en votre nom à tous, je voudrais exprimer notre reconnaissance au Président de la République, Son Excellence Ricardo Alberto Martinelli Berrocal, à son Gouvernement et au peuple panaméen pour avoir accueilli cette Conférence et pour leur généreuse hospitalité.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

En 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), les Chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim à l'horizon 2015 afin de parvenir à la sécurité alimentaire durable pour tous. Cet engagement mondial a été réaffirmé à l'occasion d'autres conférences internationales, notamment le Sommet du Millénaire en 2000, le Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après* en 2002. Plus récemment le Sommet mondial des Chefs d'Etat et de gouvernements sur la sécurité alimentaire en novembre dernier à Rome a décidé l'éradication complète de la faim dans le monde.

Malheureusement, les données les plus récentes réunies par la FAO révèlent que la situation actuelle est encore plus inquiétante qu'en 1996. La faim a augmenté au cours des trois dernières années avec la flambée des prix des denrées alimentaires. Elle a été exacerbée par la crise financière et économique qui frappe le monde. En 2009, le nombre

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

des personnes qui ont faim a augmenté de 105 millions par rapport à l'année précédente et a atteint un milliard, soit un être humain sur six.

La région Amérique latine et Caraïbes n'a pas été épargnée. Malheureusement, les crises alimentaire et économique ont anéanti les progrès réalisés au cours des dix dernières années. En effet, entre 1995-1997 et 2004-2006, le nombre de personnes sous-alimentées dans la région a diminué de 6,5 millions, soit une réduction de 12,5 %. Selon les estimations les plus récentes, le niveau de l'insécurité alimentaire dans la région a augmenté en 2009 avec 53 millions de personnes souffrant de la faim.

Pour une région dont la production vivrière couvre les besoins alimentaires de l'ensemble de sa population, et qui de surcroît exporte des volumes non négligeables d'excédents vers d'autres régions du monde, c'est un paradoxe. Le problème de l'insécurité alimentaire dans la région ne relève pas de la disponibilité des aliments au niveau régional, mais plutôt de la capacité de production de certains pays et de l'accès insuffisant à l'alimentation par une grande partie de la population.

L'impact de la crise alimentaire est aussi inégal entre les pays. Les pays importateurs nets de produits alimentaires et d'énergie sont les plus touchés. Ces pays sont également ceux qui affichent les indices de pauvreté les plus élevés et qui pour la plupart ont connu une chute de la demande pour leurs produits d'exportation et une réduction des flux externes de financement. Certains pays de la région ont également subi l'impact de catastrophes naturelles, telles que les sécheresses et les inondations qui ont frappé plusieurs pays d'Amérique centrale et du Sud en 2009.

Cette situation dramatique a cependant permis de repositionner l'agriculture et la sécurité alimentaire au cœur des politiques et des programmes nationaux et régionaux de développement grâce auxquels nous pouvons aborder avec optimisme la nouvelle décennie. Ce nouvel ordre de priorités devrait donner l'occasion de soutenir les petits producteurs et de renforcer l'agriculture familiale.

Le développement agricole en Amérique latine et Caraïbes en 2008-2009

En 2008, l'agriculture et les forêts ont en moyenne contribué de 5 % au PIB de la région. Ces contributions ont varié de 20,2 % pour Haïti et 21,4 % pour le Paraguay à 1,6 % pour le Mexique et 1,3 % pour les Bahamas.

Les cultures

La région a, en 2008, produit 185 millions de tonnes de céréales, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à l'année précédente. Environ 75 % étaient produites en Amérique du Sud. Grâce à ses grandes étendues agricoles et à sa compétitivité, l'Amérique du Sud est la sous-région qui participe le plus à la production de cultures de la région.

L'élevage

L'élevage en Amérique latine et dans les Caraïbes contribue d'environ 45 % à la valeur ajoutée agricole de la région et représente 40 % de la valeur mondiale de la production agricole. Sa valeur atteint 79 milliards de dollars E.-U.

Depuis plusieurs années, le taux de croissance régional de ce secteur est de 4 %, soit le double de la moyenne mondiale. Les pays du Cône Sud sont les premiers exportateurs de viande bovine dans le monde ; en 2008, ils ont assuré 43 % du total mondial.

Bien que les perspectives de la production animale dans la région sont encourageantes, le défi à l'avenir est d'augmenter la productivité tout en atténuant les effets négatifs sur l'environnement. D'où l'importance de politiques favorisant l'utilisation durable des sols,

la préservation de l'eau et de la biodiversité ainsi qu'une meilleure prévention des maladies et une hygiène animale améliorée. Les besoins des petits producteurs concernent essentiellement l'accès aux intrants, au crédit et aux technologies adaptées pouvant améliorer leur productivité et réduire le risque d'être déplacés.

La pêche et l'aquaculture

Le secteur des pêches et de l'aquaculture est très important pour la région. En 2008, les produits de la pêche, dont 95% sont des produits de la mer, représentaient 12% du total mondial. L'aquaculture, qui est particulièrement dynamique dans la région, a, depuis 1995, augmenté sa participation à la production de 2 à 10 %.

La pêche industrielle, pratiquée principalement par le Pérou, le Chili, le Mexique et l'Argentine, semble avoir atteint des limites de capture durable. Les volumes débarqués ont atteint, au cours des dernières années, 12 à 14 millions de tonnes par an, et sont presque entièrement destinés à la production de farine et d'huile de poisson.

Malgré leur importance pour la sécurité alimentaire, la pêche artisanale et de subsistance et l'aquaculture à petite échelle restent marginales. Elles sont souvent ignorées des politiques et des programmes d'aide au développement sectoriel.

Le secteur forestier

Actuellement, l'Amérique latine et les Caraïbes comptent environ 956 millions d'hectares de forêts, soit 24 % du couvert forestier mondial. Mais c'est aussi dans cette région qu'ont lieu les pertes les plus considérables. En 10 ans seulement, entre 2000 et 2010, le couvert forestier de la région a diminué de 44 millions d'hectares (soit 4,4 %).

Considérant l'importance du secteur forestier pour la région, il est urgent d'adopter des politiques appropriées et des mécanismes nouveaux pour lutter contre les problèmes de dégradation et de déforestation.

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Principaux défis pour la région

L'importance stratégique de l'agriculture pour le bien-être économique et social des pays de la région Amérique latine et Caraïbes et de leurs populations est considérable. L'agriculture demeure la principale activité économique des zones rurales et a de ce fait un impact direct sur les possibilités de relever les défis socio-économiques qui prévalent dans les campagnes. En même temps, le développement agricole est un moteur de croissance pour d'autres sphères économiques.

Pour assurer un développement agricole durable, la région doit relever deux grands défis, à savoir le changement climatique, notamment les augmentations de température, une plus grande variabilité des pluies et une plus grande fréquence d'événements extrêmes, et les catastrophes naturelles qui touchent fréquemment la région et entraînent des pertes humaines et matérielles considérables.

De plus, les infrastructures rurales, l'accès à une eau de qualité, le financement et le cadre institutionnel demeurent des contraintes majeures pour l'amélioration de la productivité agricole dans la région, particulièrement en milieu rural.

Autres réalisations

Dans ce nouveau contexte de revalorisation politique de la sécurité alimentaire et de la nutrition, l'initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 » a bénéficié du soutien politique du Sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'intégration et le développement, qui s'est tenu à Salvador de Bahia en décembre 2008. A cette occasion, les chefs d'État et de gouvernement de la région ont, pour la première fois, inscrit la sécurité alimentaire parmi les thèmes prioritaires de leur programme commun. Grâce au soutien de la FAO, l'initiative a conduit au renforcement des cadres juridiques et institutionnels de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la région. Ceci a permis, dans certains cas, la consécration juridique de l'alimentation comme un droit de l'homme.

La FAO a également fourni un soutien technique à plusieurs programmes visant à encourager la production agricole et à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région. L'agriculture familiale a bénéficié d'une importance particulière dans ces programmes.

Les activités déployées par la FAO dans la région dans de nombreux domaines pendant ce dernier exercice sont naturellement trop nombreuses pour être énumérées ici. Vous aurez des rapports sur bon nombre d'entre elles durant cette Conférence.

La situation en Haïti

En Haïti, le tremblement de terre du 12 janvier a dévasté un pays déjà extrêmement vulnérable. Près de 55 % de la population tire ses moyens de subsistance de l'agriculture qui représente 27 % du PIB. Il faut également signaler les problèmes importants de déboisement et d'érosion qui rendent le pays encore plus vulnérable aux événements climatiques saisonniers extrêmes.

Avant ce grand désastre naturel, la FAO était engagée dans la mise en oeuvre d'un programme d'urgence et de développement de près de 49 millions de dollars en Haïti qui commençait à montrer des résultats très encourageants. Le tremblement de terre nous conduit à repenser nos activités en Haïti. Sous l'autorité du gouvernement haïtien, la FAO doit intensifier et diversifier son action autour de trois axes principaux :

1. Tout d'abord, il nous faut concentrer nos efforts à court terme sur la saison agricole du printemps, de mars à mai, qui fournit 60 % de la production agricole annuelle du pays.
2. Ensuite, nous devons préparer les actions à moyen et long terme qui permettront les investissements nécessaires dans les infrastructures de production agricole, l'aménagement des bassins versants et les activités de reboisement.
3. Enfin, il nous faut travailler à refonder l'agriculture en privilégiant les cultures vivrières, l'amélioration de la commercialisation des produits agricoles et le renforcement institutionnel.

Il faut dès maintenant commencer à travailler sur le moyen et le long terme. Une mission interdisciplinaire de la FAO a coopéré avec les cadres du Ministère de l'agriculture pour la préparation du chapitre sur l'agriculture et la pêche qui a été inclu dans l'Evaluation des besoins après désastre et le Plan d'investissement à moyen – long terme pour la relance du secteur rural présenté pour la Conférence de New York le 31 mars dernier.

Un financement d'environ 800 millions de dollars sera nécessaire pour rebâtir une agriculture moderne et compétitive afin d'assurer l'alimentation d'une population d'environ 10 millions de personnes dans un pays où 80 % des pauvres vivent dans un secteur rural qui assure 60 % de l'emploi national.

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'Ordre du jour de la Conférence régionale

Conformément à vos recommandations, notamment à Brasilia, cette conférence est l'opportunité de participer aux débats sur les situations d'urgence mondiales et régionales et le changement climatique et son impact sur la région. Les questions du développement territorial dans les zones rurales et de l'agriculture familiale sont aussi incluses dans l'ordre du jour.

Vous serez informés des activités de la FAO et vous aurez l'occasion de discuter des priorités de la région, de la mise en œuvre du Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO, la mise en œuvre du réseau de bureaux décentralisés et de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. La conférence permettra aussi de tenir les autorités régionales informées sur les efforts de reconstitution en Haïti.

Réforme de la FAO

La FAO connaît actuellement le plus profond processus de réforme au sein des Nations Unies. Elle est en train de renouveler toutes ses modalités de travail ainsi que la manière de conduire sa mission et de délivrer ses services aux pays membres.

La mise en œuvre du Plan d'action immédiate a été un objectif principal à la fois pour les Etats membres et pour le Secrétariat depuis son adoption par la Conférence lors de sa session extraordinaire en novembre 2008. Les actions principales du Plan d'action immédiate concernent essentiellement les points suivants :

- l'adoption d'un cadre de planification et d'une nouvelle culture axés sur les résultats ;
- la décentralisation et une plus grande délégation de pouvoirs ;
- la rationalisation organisationnelle ;
- l'amélioration de la gestion des ressources humaines ;
- une gouvernance plus efficace.

Depuis janvier dernier, les bureaux régionaux ont la responsabilité de la supervision du budget et du programme pour les fonctionnaires techniques dans la région et devraient prendre progressivement la direction des travaux techniques des bureaux de pays. De plus, le personnel des bureaux régionaux a été formé afin d'assumer la responsabilité du Programme de coopération technique.

Pour favoriser l'alignement de notre structure administrative sur le cadre des résultats, une restructuration complète du Siège a été initiée en 2009 et doit s'achever en 2012. L'un des éléments clés de cet exercice a été l'élimination de 40 postes de direction en vue d'alléger la structure et la hiérarchie de l'Organisation.

Le Président du Conseil expliquera avec plus de détails les actions en cours dans ce cadre, notamment au niveau des représentants des Nations membres.

Réforme du Comité de sécurité alimentaire mondiale (CSA)

En novembre dernier, lors de sa 36^{ème} session, la Conférence de la FAO a approuvé une autre importante réforme, celle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). La réforme du CSA a pour but d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale en s'appuyant sur les structures et programmes déjà en place et en suscitant des partenariats efficaces.

La mission de ce CSA rénové présente notamment les caractéristiques suivantes :

- Un forum mondial pour les débats afin de favoriser la convergence de vues sur les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire et les modalités d'action dans ce domaine ;
- Un mécanisme de coordination à l'échelle mondiale des efforts visant à éliminer la faim pour assurer la cohérence et l'efficacité à long terme de l'action ;
- Base scientifique solide : le nouveau CSA comprend un Groupe d'experts de haut niveau qui va permettre la prise de décisions appropriées en fournissant des études et des analyses objectives et impartiales ;
- Ouverture : toutes les parties prenantes - gouvernements, institutions régionales et mondiales, partenaires économiques et financiers, organisations professionnelles agricoles, secteur privé, organisations non gouvernementales, fondations et société civile, seront représentées.

Mais pour que le CSA soit un processus intergouvernemental de haut niveau de prise de décisions et donc doté d'une légitimité politique, il est important que les gouvernements soient représentés au niveau ministériel à ses réunions. Il convient de souligner à cet égard qu'au-delà des ministères et des départements techniques compétents, la participation des ministres de la coopération et du développement est aussi nécessaire pour les importantes questions économiques et de financement.

A l'échelle nationale, il est indispensable de mettre en place un partenariat sur la base des Groupes thématiques sur la sécurité alimentaire et des Alliances nationales pour la sécurité alimentaire, qui devraient être renforcées. Ces deux mécanismes devraient fournir un appui aux gouvernements qui ont la responsabilité d'assurer une allocation et une utilisation judicieuse des ressources budgétaires, de l'aide publique au développement et des investissements privés nationaux et étrangers directs.

Ainsi, le nouveau Comité de la sécurité alimentaire mondiale et son Groupe d'experts de haut niveau, avec des mécanismes pertinents à l'échelle nationale, serviront de base pour le Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Conclusion

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Seulement cinq ans nous séparent de 2015, date à laquelle les dirigeants du monde se sont engagés à réduire de moitié la faim et la pauvreté extrême.

Du 16 au 18 novembre 2009, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats Membres se sont réunis au *Sommet mondial sur la sécurité alimentaire* afin d'aider le milliard de personnes victimes de la faim de par le monde à améliorer leurs conditions de vie et à retrouver l'espoir en un avenir meilleur. Je souhaite ainsi souligner quelques éléments importants de la Déclaration du Sommet sur lesquels nous devons nous appuyer pour libérer le monde de la faim :

- Un : l'engagement ferme des chefs d'Etat et de gouvernement de redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015 et à l'éradiquer le plus vite possible ;
- Deux : l'engagement de renforcer la coordination internationale et la gouvernance de la sécurité alimentaire en mettant en œuvre une profonde réforme du Comité de la

sécurité alimentaire mondial (CSA) et en créant un Groupe d'experts de haut niveau dans le cadre du nouveau CSA ;

- Trois : l'engagement d'inverser la tendance à la diminution des financements nationaux et internationaux consacrés à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au développement rural dans les pays en développement et d'accroître substantiellement leur part dans l'aide publique au développement ;
- Quatre : la décision de promouvoir de nouveaux investissements afin d'augmenter la production et la productivité agricoles notamment dans les pays en développement et de réduire la pauvreté afin de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous.

Cette trente et unième Conférence devra relever les défis de l'Amérique latine et des Caraïbes. Je suis persuadé que les pays de la région ont la volonté politique et disposent des ressources nécessaires pour assurer un développement agricole durable et la sécurité alimentaire de leurs peuples.

Pour sa part, la FAO continuera à soutenir les gouvernements et partenaires régionaux pour l'élaboration et la mise en oeuvre de plans et de programmes efficaces.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite plein succès à vos travaux.